

Initiatives ministérielles

fallait plus d'argent et qu'il allait réduire les fonds partout, mais d'une façon juste.

Je vais vous montrer combien il est juste, monsieur le Président. Prenez l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, cet organisme quasi-responsable dont j'ai parlé plus tôt, savez-vous ce que le gouvernement lui a fait? Il lui a retiré 650 000 \$ sur son budget d'administration. Bon, peut-être devra-t-elle faire un peu mieux avec un peu moins d'argent.

Le gouvernement est ensuite passé au Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest, l'organisme chargé du développement régional dans l'Ouest, le rôle que joue l'APECA dans l'Est. Qu'a-t-il fait? Il a enlevé 20 millions en subventions et contributions différées à l'APECA, mais pas un sou au Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest.

Ce que le député d'en face doit comprendre, c'est que l'on ne peut continuer à abuser de la confiance des gens et à faire un mauvais usage de nos ressources. Aucun membre de la famille canadienne ne peut être traité différemment des autres. S'il faut faire des réductions de budget, il faut les faire équitablement partout. Il ne devrait pas y avoir un seul député de la région atlantique sur les bancs conservateurs, pas un seul député d'en face, qui soit d'accord pour qu'une partie du pays, l'Est ou l'Ouest, souffre davantage des restrictions budgétaires.

Savez-vous ce qu'ils disent en face, monsieur le Président? Moi, un grand nationaliste, j'estime que tout le monde devrait être traité de la même façon. Je suppose que je hurle un peu quand je vois que des gens qui ont eu le bon sens de voter libéral, se font charcuter chaque fois que le gouvernement sort son bistouri financier.

Une voix: Howard rigole.

Une voix: Howard rigole de nous.

M. MacDonald (Dartmouth): Cela fait rire le député de Halifax-Ouest. Il a ri aussi lorsque j'ai soulevé à la Chambre les problèmes de la baisse de compétitivité du port de Halifax. Il a ri également lorsque nous avons retardé la loi de rappel au travail que son gouvernement a fait adopter contre les équipages de navires, et il a ri lorsque notre parti a appuyé la fin d'une inégalité salariale résultant de l'application de taux régionaux pour les

dockers. Toutefois, le député rira jaune la prochaine fois que les électeurs auront son sort entre leurs mains.

Une voix: Bien dit.

M. Russell MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt mon collègue, le député de Dartmouth. À mon avis, il a très bien expliqué la situation critique dans laquelle le gouvernement a placé le Canada atlantique. L'idée du gouvernement de recouvrer tous ses coûts sera absolument catastrophique pour notre économie.

Je me doute bien que cela ne s'arrêtera pas là. Je pense en effet qu'il y a suffisamment d'occasions où le gouvernement récupère ses frais en faisant payer les usagers des services sans l'admettre officiellement. L'un des exemples qui me vient à l'esprit est celui des ports pour petits bateaux: le gouvernement ferme les yeux sur les problèmes qu'il cause aux pêcheurs en laissant se délabrer les quais dont les pêcheurs ont désespérément besoin. De plus, il n'effectue aucun dragage à l'intérieur des ports pour petits bateaux.

En agissant ainsi, il nuit non seulement à l'industrie de la pêche, mais il laisse aussi la vase s'accumuler à l'entrée des ports, de sorte que, par mauvais temps, les pêcheurs ne peuvent regagner le port et risquent leur vie sur l'océan Atlantique.

Par ailleurs, le gouvernement éloigne une clientèle des ports de Halifax et de Saint John en refusant de réparer l'infrastructure nécessaire au Canadien National et, ce faisant, encourage l'envoi de marchandises canadiennes par bateau jusqu'à New York et leur transport par train de New York vers Montréal ou Toronto.

Parce qu'il a parlé si souvent de cette question, j'aimerais demander au député de nous livrer ses impressions et de nous dire s'il croit, comme moi, que cette situation est préjudiciable au Canada atlantique ou si je suis tout simplement alarmiste.

M. MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de Cap-Breton—The Sydneys, un homme qui s'est porté maintes et maintes fois à la défense non seulement de ses électeurs, mais de tous les habitants de la région de l'Atlantique, et qui s'est battu pour une vision du Canada où existe l'égalité des chances peu importe où l'on habite.